

A l'attention de Monsieur le Maire du Vésinet,  
Bruno Coradetti, et de son équipe.

Le Vésinet, le 28 janvier 2021,

Objet : Lettre ouverte relative aux controverses concernant la Convention Intercommunale d'Attribution des logements sociaux

Monsieur le Maire,

Mesdames et Messieurs membres de l'équipe municipale du Vésinet,

Vésigondines et Vésigondins engagés au sein de la liste « Le Vésinet Ecologique et Solidaire » lors des dernières élections municipales, nous avons souhaité réagir collectivement, au nom des valeurs humanistes que nous défendons, aux communiqués, tracts et pétitions qui circulent depuis le début d'année au sujet de la « Convention Intercommunale d'Attribution des Logements Sociaux ».

Nous avons été choqués par la teneur de ces documents, relayés sur les réseaux sociaux, à la fois parce que certains d'entre eux colportent de façon à peine voilée des idées contraires aux valeurs de la République, et parce que, dans leur ensemble, ils dressent un portrait erroné, aux accents catastrophistes, des questions concernant le logement social dans notre commune. Rédigé par les représentants des trois groupes d'opposition au conseil municipal, le tract intitulé « Nous devons garder la main sur nos logements sociaux » et diffusé dans les boîtes aux lettres, témoigne en particulier d'une dérive tout à fait inquiétante et d'une sémantique inadmissible de la part d'élus se déclarant attachés aux valeurs républicaines.

Qui est désigné sous le terme de « *populations très différentes* », dont « *l'afflux massif et rapide* » est censé submerger notre commune ? Comment ne pas s'interroger dans ces circonlocutions sur la tentation du racisme et de la xénophobie ? Espérons que les arguments invoqués ont dépassé la pensée des rédacteurs et qu'ils se rendront compte de leur dérive. En effet le portrait-robot qui est dressé des "populations" en question, est édifiant : « *posant des problèmes d'intégration* » (devons-nous comprendre ici qu'il s'agit d'« étrangers » *venant de toute l'Ile de France*), « *d'incivilités et d'insécurité* » (ces « étrangers » seraient-ils donc forcément dangereux ?), « *de voisinage* » (ces « étrangers » feraient-ils toujours trop de bruit ?) Pour compléter le tableau : il s'agirait donc de « pauvres » qui auraient nécessairement des « *problèmes en termes de pouvoir d'achat* », qui préempteraient les places en crèche, posant des « *problèmes de disponibilité aux Vésigondins* » (devenus habitants de notre ville, ne seraient-ils pas également de vrais Vésigondins ?) et pesant « *sur le budget de la commune* ». Leurs enfants, en grandissant, feraient « *baisser la qualité du niveau des écoles publiques* ». Tout y est !

Nous ne pouvons que très fermement condamner de tels écrits : attiser la peur et le rejet d'autrui est non seulement contraire à l'humanisme mais également aux valeurs

républicaines, au moment même où, dans un contexte de crise sans précédent, le besoin de solidarité se fait si fortement sentir. Nos villes n'ont pas de frontières, il est donc trompeur d'affirmer qu'une politique malthusienne nous "protégera" du monde extérieur. Bien au contraire une politique d'exclusion telle que celle prônée par les auteurs de ce texte ne pourra à terme qu'exacerber les tensions.

Outre les accents particulièrement préoccupants qu'ils contiennent, ces documents véhiculent des exagérations flagrantes. De fait, le nombre de résidences principales au Vésinet s'établit à environ 7.000 dont environ 12% sont des logements sociaux (en prenant en compte ceux à venir de la ZAC Princesse). Même si ce « stock » augmente - au demeurant très lentement - avec la construction des nouveaux projets, cette part ne devrait pas augmenter de plus d'un ou deux points. Le risque que la commune se « paupérise » relève manifestement du fantasme. Garder la main sur « nos » logements sociaux ? Sont-ils « à nous » ? Et qui est ce « nous » ? L'idée même que la municipalité puisse "contrôler" les flux de la population de la ville relève d'un imaginaire 'orwellien'.

En conclusion, nous soutenons une politique de la ville et du logement qui ne soit pas au service de certaines catégories mais de toutes et tous et qui vise à corriger des déséquilibres induits par des territoires n'offrant que des logements « privés ». Si toutes les communes qui nous entourent appliquaient les mêmes principes d'exclusion, comment les personnes employées dans les commerces et les services qui font vivre notre commune, pourraient-elles les assurer sans réaliser de longs trajets ? Heureusement, les villes voisines accueillent bien des personnes aux revenus modestes, dont une partie occupe un emploi au Vésinet. Il ne serait pas admissible que notre ville soit la seule à tourner le dos à cette logique de l'intérêt commun. C'est d'ailleurs la principale raison pour laquelle c'est au niveau de l'agglomération que l'équilibre de l'offre de logements est abordé.

Nous savons que beaucoup au Vésinet et dans les communes limitrophes ont également été choqués par le tract des listes d'opposition et par l'image de repli sur soi que de tels propos donnent de notre ville. Les réactions de nos concitoyens et concitoyennes, au-delà des appartenances partisans, témoignent de leur attachement à des valeurs d'ouverture et d'égalité. Nous pensons que vous portez également une réelle attention à ces valeurs et nous espérons que vous mettrez tout en œuvre pour qu'une politique de logement concertée les intègre, dans un climat serein.



André MICHEL,

Tête de la liste « Le Vésinet Ecologique et Solidaire »

**Lettre co-écrite et soutenue par (par ordre alphabétique) :** Isabel Boni, Mariano Boni, Philippe Bono, Dominique Bou, Annie Coppermann, Ernest Coppermann, Anne Crestey Le Gorrec Théo Croix, Philippe Descola, Vincent de Gaulejac, Claire Guéneau, Nabila Keramane, Gérard Kopelianski, Thomas Le Blevec, Bertrand Le Gorrec, Nicole Liron, Claudine Livak, Antoine Lorenzi, Eveline Lorenzi, Jean-Louis Lorenzi, Philippe Sandevor, Dominique Solari, Anne-Christine Taylor, Roselyne de Villanova